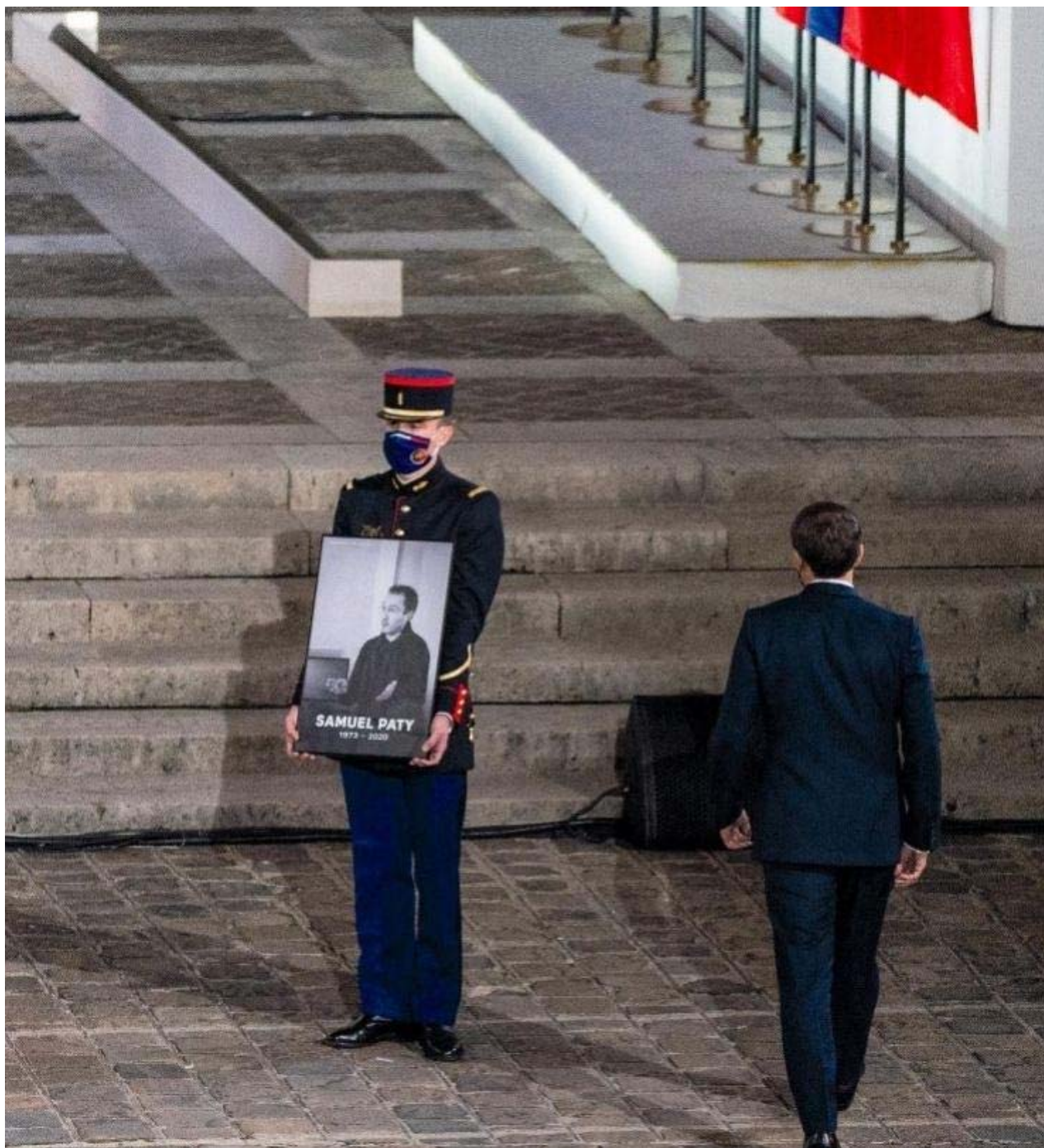


ÉVÉNEMENT CEUX QUI NOUS ONT FAIT PERDRE LA BATAILLE

À GAUCHE, À DROITE, AU MILIEU : TRAHISONS ET HYPOCRISIES

🕒 5 min • PAR HADRIEN MATHOUX



LES CONVICTIONS profondes du chef de l'État en matière de laïcité semblent insondables, cependant que sa majorité est divisée sur le sujet. Ci-dessus, lors de l'hommage à Samuel Paty, à la Sorbonne, à Paris, le 21 octobre 2020.

Ils ont contribué à installer dans certaines têtes l'idée que la laïcité constituerait une arme contre l'islam. Ou bien ont baissé les bras face au prosélytisme en s'abritant derrière les valeurs de la liberté et de l'inclusivité. Tour d'horizon politique, médiatique et mercantile.

GAUCHE RADICALE : UNE TRÂÎTRISE EXEMPLAIRE

C'est évidemment le camp auquel on songe en premier au moment d'évoquer les compromissions du monde politique sur la laïcité. Sur ce sujet, tant d'encre a coulé qu'il est difficile de savoir par où commencer. Contentons-nous d'un constat froid : si le combat laïque est désormais considéré comme une cause de « droite », c'est d'abord parce que les prétendus héritiers de Jaurès ont lâchement décidé d'abandonner le drapeau.

Les raisons sont diverses : clientélisme le plus cynique, qui voit notamment les Insoumis multiplier les genuflexions pour séduire un « *électorat musulman* » qu'ils pensent conquérir en assimilant toute préoccupation liée à l'islamisme à du racisme, et en se livrant à un racolage décomplexé à la moindre occasion (voile, abaya, Palestine, défense de personnalités et d'organisations radicales...). Conviction sincère, parfois, que l'« islamophobie » est la menace prioritaire.

Conversion sur le fond, souvent, à l'idée que le multiculturalisme est préférable à un universalisme français jugé hors-sol, une évolution qui doit autant à l'influence du prêt-à-penser à l'anglo-saxonne qu'aux coups de boutoir des militants indigénistes. La messe est dite, si l'on ose dire : les plus farouches ennemis de la laïcité républicaine se trouvent aujourd'hui dans les rangs de Jean-Luc Mélenchon et de ses épigones.

UN CENTRE GAUCHE DIVISÉ

Si les plus médiatiques hérauts de la social-démocratie se réclament aujourd'hui bruyamment de l'idéal laïque – bien pratique pour se différencier de la gauche radicale compromise –, ce camp n'a pas toujours été aussi clair, notamment

quand il était aux manettes. L'époque où les « rad-soc » trouvaient leur unité dans leur opposition farouche au cléricanisme est bien révolue...

Qu'on en juge plutôt : dans les années 1980, le pouvoir mitterrandien troque le modèle assimilationniste pour un « droit à la différence » lénifiant qui pave la voie à toutes les revendications communautaires, souvent accueillies avec bienveillance dans les collectivités gérées par les socialistes ; en 1989, alors que l'affaire du voile de Creil éclate, toute une fraction du PS se détache de la tradition laïque pour faire droit aux menées religieuses, tandis que Lionel Jospin refuse de trancher (lire p. 16). Enfin, en 2013, François Hollande fait un beau cadeau aux communautaristes en créant un Observatoire de la laïcité, confié aux bons soins des inénarrables Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, lesquels prennent soin... de fermer grand les yeux sur le péril islamiste, considéré comme une angoisse réservée aux xénophobes.

SOUVENT MACRON VARIE...

Bien fol est qui s'y fie ? Les républicains qui ont fait confiance au président en croyant à son tournant républicain après le discours des Mureaux, en octobre 2020, l'ont appris à leurs dépens, comme le racontait *Marianne* en novembre 2023. Si des avancées incontestables ont eu lieu sous ses mandats, comme le vote de la loi contre le séparatisme, les convictions profondes du chef de l'État en matière de laïcité semblent insondables, cependant que sa majorité est profondément divisée sur le sujet.

Le Macron originel semblait plus que méfiant à l'égard du républicanisme, marchant dans les pas du philosophe Paul Ricoeur, de la deuxième gauche sensible à l'expression religieuse et d'une conception à l'américaine des rapports sociaux. Ce président fustigeant la « laïcité revancharde » a laissé la place à un hussard noir courageux après l'attentat contre Samuel Paty... mais Emmanuel Macron est loin d'être toujours clair sur ses intentions, entre des choix de nominations incertains aux ministères clés et des embardées

improbables, comme en décembre, où il a cru bon de laisser le grand rabbin de France allumer une bougie de Hanoukka au beau milieu de l'Élysée.

DES DROITES BOITEUSES

Charles Maurras, Albert de Mun et le pape Pie X se retournent peut-être dans leur tombe : la droite héritière du cléricalisme au tournant du XXe siècle est aujourd'hui la famille qui s'affirme le plus comme le porte-drapeau de la laïcité, y compris du côté du Rassemblement national qui s'opposait encore à la loi sur le port des signes religieux à l'école en 2004. Mais il y a bien sûr un hic, puisque la laïcité que défendent conservateurs et nationalistes de tout poil est bien souvent détournée de son sens.

En effet, nos néorépublicains font de ce principe d'émancipation une arme de « *combat civilisationnel* », estimant que la laïcité est un particularisme culturel français à défendre... contre l'islam, et l'islam uniquement. Cela part bien sûr d'une réalité historique, à savoir que la bataille entre la République et l'Église catholique est terminée, et qu'on a peine à imaginer un christianisme romain moribond représenter une réelle menace pour la laïcité. Cependant, cela se traduit par des positionnements à géométrie variable en permanence, qui fournissent des arguments à ceux qui accusent les laïques d'être racistes.

La droite ne voit ainsi aucune contradiction à vouloir inscrire à la fois la laïcité et les « racines chrétiennes de la France » dans la Constitution. Le Rassemblement national invoque la laïcité mais foule aux pieds la liberté de conscience, en inscrivant notamment dans son programme l'interdiction de porter le voile sur la voie publique. Comme souvent, l'examen du terrain local révèle des manquements encore plus manifestes : on ne compte plus les élus de droite qui n'hésitent pas à confier symboliquement la destinée de leur collectivité aux autorités religieuses, à l'image de Christian Estrosi, à Nice, ou de Laurent Wauquiez avec ses envolées annuelles à Lyon lors du Vœu des échevins.

